

## Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale

*Cas des législatives et municipales dans Ouest Échos et L'Œil du Sahel*

## Construction of Discursive and Collective Memories in the Cameroonian Regional Press During the Pre-Election Period

*The Case of Legislative and Municipal Elections in Ouest Echos and L'Œil du Sahel*

Mohamed Nacer NJOYA KOUOTOU

Auteur correspondant, Université de Dschang (Cameroun),

[njoyamohamed77@yahoo.fr](mailto:njoyamohamed77@yahoo.fr)

Date de soumission : 25.09.2022 – Date d'acceptation : 29.09.2022 – Date de publication : 01.10.2022

**Résumé** — Cette réflexion part du postulat selon lequel la presse régionale camerounaise concourt à la construction des mémoires discursives et collectives à travers des formules langagières, le sens des mots et des traces des constructions antérieures, qui s'inscrivent implicitement ou explicitement dans le discours de l'information médiatique. Le corpus d'étude, composé de deux journaux régionaux (*Ouest Echos* et *L'Œil du Sahel*), permet de comprendre que le discours d'information médiatique est à la fois le lieu de circulation des mémoires discursives et de construction des mémoires collectives.

**Mots-clés** : *mémoire discursive, mémoire collective, prédiscours, presse régionale.*

**Abstract** — This reflection starts from the postulate that the Cameroonian regional press contributes to the construction of discursive and collective memories through language formulas, the meaning of words and traces of previous constructions, which are implicitly or explicitly part of the discourse of the media information. The corpus of study, made up of two regional newspapers (*Ouest Echos* and *L'Œil du Sahel*), makes it possible to understand that the discourse of media information is both the site of the circulation of discursive memories and the construction of collective memories.

**Keywords**: *Discursive Memory, Collective Memory, Prediscourse, Regional Press.*

### Introduction

Aujourd'hui, les médias semblent désormais s'imposer dans les espaces publics locaux aussi bien médiatiques que politiques comme lieu de circulation de l'information, de visibilité et d'attractivité de chaque territoire, de démocratisation, mais surtout de construction des mémoires discursives et collectives. Cette mémoire qui est une activité biologique et psychique qui permet de stocker et de rapporter des informations. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre Moirand, lorsqu'elle affirme que le discours d'information médiatique repose à la fois sur les savoirs emmagasinés par le journaliste et sur l'inscription de rappels ou d'appels, qui servent de déclencheurs des souvenirs et des savoirs enfuis dans la conscience des lecteurs (souvenirs

## **Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale**

de faits, d'images ou de dires reconstruits). Elle ajoute à cet effet que « *le discours des médias constitue à la fois un catalyseur de cette "remontée" des souvenirs, mais aussi, parce qu'il repose sur la mémoire des médiateurs, un censeur de savoirs qu'on oublie, volontairement ou non, de faire remonter* » (Moirand, 2007, p. 130).

C'est pourquoi une réflexion ayant trait à la presse régionale nous a semblé particulièrement stimulante, car la dialectique de l'information d'une part et de la mémoire d'autre part, y est prégnante. En effet, Djimeli la définit comme tout organe de communication de masse, qui produit et diffuse dans une région donnée des informations qui, reflétant des préoccupations spécifiques de la région, sont susceptibles d'avoir une influence sur la vie dans l'espace territorial considéré (Djimeli, 2019, p. 39). Elle rend compte de la vie locale dans sa dimension politique, économique, culturelle, sociale ; mais elle est aussi un espace des mémoires en tant que constructions et constitutions de savoirs communs aux groupes sociaux concernés, donc des « *mémoires collectives* » (Moirand, 2007, p. 02).

Comment la presse régionale<sup>1</sup> camerounaise concourt-elle à la construction des mémoires collectives en période préélectorale ? En guise de réponse provisoire, nous postulons que c'est à travers des formules langagières, le sens des mots et des traces des constructions antérieures, qui s'inscrivent implicitement ou explicitement dans le discours de l'information médiatique. C'est à l'examen de cette hypothèse que notre analyse sera consacrée. Pour ce faire, nous emprunterons à l'approche de l'étude des médias de Moirand. Pour elle, les discours des médias sont devenus aujourd'hui un lieu de construction des mémoires collectives des sociétés actuelles (Moirand, 2007, p. 02).

Nous avons pris pour corpus (152 pages) d'observation deux titres régionaux : *Ouest Échos* et *L'Œil du Sahel*. Le premier est un hebdomadaire créé en 1994 par Michel Eclador Pekoua, et le second est un trihebdomadaire qui naît en 2000 sous l'impulsion de son directeur de publication Guibai Gatama. La période choisie est la phase préélectorale des législatives et municipales de 2007 et 2013. Phases charnières de la vie politique au Cameroun, car marquées par l'organisation d'un double scrutin aux enjeux locaux, ce sont également des moments discursifs qui concentrent les attentions des populations à travers des dires qui y circulent et sont pris en charge par la presse régionale. Notre travail sera divisé en deux parties : l'ancrage discursif de la mémoire dans la presse régionale et la construction des mémoires collectives.

### **1. L'ancrage discursif de la mémoire dans la presse régionale**

La notion de mémoire discursive part de la thèse de Courtine sur le discours communiste adressé aux chrétiens en 1981 (Moirand, 2007). D'après Moirand, l'ancrage discursif de cette notion « *permet de rendre compte du fait que toute production langagière fait circuler des formulations antérieures, du déjà-dit, du déjà-énoncé... Elle constitue alors une sorte de reformulation de l'interdiscours de Pécheux* » (2007). Cette

---

<sup>1</sup> Lorsque nous parlons de presse régionale ici, nous faisons référence aux journaux écrits.

circulation interdiscursive est constitutive du fonctionnement de la presse régionale. Nous allons donc dans cette partie tenter d'appréhender les différents lieux d'inscription de cette mémoire discursive dans *Ouest Échos* et *L'Œil du Sahel*.

### 1.1. Les guillemets

En général, les guillemets marquent un changement de niveau énonciatif, en encadrant une citation ou un discours rapporté. Ils servent aussi couramment à isoler un ou plusieurs mots, les mettant ainsi en valeur (Riegel & al., 1994, p. 157). Mais ils sont des indices d'allusions<sup>2</sup> qui s'inscrivent dans le fil du discours d'information médiatique et impriment de ce fait, de manière voulue ou non, d'autres dires, faits et événements extérieurs au texte qui se déroule. En mettant des mots (ou expressions) entre guillemets, l'énonciateur en effet attire l'attention du lecteur sur le fait qu'il emploie ces mots (ou expressions). On peut ici dire que l'allusion est « voulue », comme le dit Authier (Moirand, 2007, p. 09), car il est supposé que les lecteurs la perçoivent. Dans notre corpus, on relève une utilisation des guillemets dont la valeur énonciative est un appel à « *quelque chose* » (Moirand, 2007, p. 09) constitutif à des effets de mémoire.

1. « ... ceux qui avaient le plus fait preuve de jubilation se recrutaient dans les rangs du Sdf et ceux-ci avaient alors sorti la veille rengaine du « *politik no be book* » inventée par John Fru Ndi. » – (*Ouest Echos*, n° 797 du 26 Août 2013).
2. « De toute évidence, avec la présence dans ses rangs de la fille d'Ahidjo, le Rdpc n'a plus besoin de supplétif pour harceler son principal adversaire dans la région du Nord et peut donc aisément se passer du « pion Tchiroma ». – (*L'Œil du Sahel*, n° 550 du 16 septembre 2013).

Dans l'exemple (1), on peut d'emblée présumer que l'expression « *politik no be book* » (la politique n'est pas le livre) est mis entre guillemets parce que c'est un emprunt au pidgin-english. Le pidgin camerounais est une création linguistique créolisée à base de l'anglais parlé au Cameroun. Son corpus langagier a été influencé par les langues locales. Aujourd'hui, le pidgin-english est généralement découpé en deux : certains parlent du pidgin-english anglophone et du pidgin-english francophone (Pandji Kawe, 2011, p. 04). Mais l'on remarque une allusion à l'usage militant du pidgin-english au cours des années dites de « braise » (1990-1993) et au mode d'expression politique du leader politique anglophone Ni John Fru Ndi, chairman du Sdf (Pandji Kawe, 2011, p. 04). Au plus fort de ces mouvements de revendication, à travers des meetings politiques et des campagnes, il demande le départ de Paul Biya. Considéré comme un analphabète, ses critiques en pidgin parfait trouvent un écho favorable parmi les populations habituées, jusqu'ici, aux styles redondants et

---

<sup>2</sup> Pour GENETTE, cité par F. REVAZ, (2006). « L'allusion dans les titres de presse », *Travaux neuchâtelois de linguistique*, 44, pp. 121-131, [p.3], l'allusion est l'une des formes possibles de l'intertextualité à côté de la citation et du plagiat.

## Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale

grandiloquents des politiciens de la capitale. L'adhésion populaire à son programme se fait tout de suite remarquer, porté par son slogan « *Power to the People* ». C'est ainsi que pour répondre aux critiques sur son illettrisme et au railler les intellectuels de son parti, il inventa l'expression « *politik no be book* ».

Dans l'exemple (2), en revanche, l'énoncé « *pion Tchiroma* » renvoie au leader politique du FsnC (Front pour le salut national du Cameroun) Issa Tchiroma Bakary, et ses accointances avec le régime en place. En effet, Issa Tchiroma Bakary est le président fondateur du FSN originaire du Nord Cameroun. Il est par ailleurs ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle, après avoir occupé le poste de ministre de la communication de 2009 à 2019. Le substantif « *pion* » d'après le dictionnaire Larousse, signifie « *personne* », élément qui ne joue qu'un rôle minime, qui est manipulé, dont on dispose arbitrairement. Cette idée est souvent collée à Issa Tchiroma Bakary depuis qu'il a noué une alliance avec Paul Biya dans le cadre d'une majorité présidentielle. Il faut rappeler à cet effet qu'en 2002, Issa Tchiroma est co-auteur du fameux « *mémorandum du septentrion* ». En 2004, il est co-fondateur de la coalition des partis politiques de l'opposition. Dans la période de « *braise* », Issa Tchiroma a été l'un des créateurs de la coordination des Partis politiques de l'opposition. En ce moment, il milite alors dans l'UNDP (Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès) de Bello Bouba Maigari, originaire du Nord comme lui. C'est sous la bannière de ce parti qu'il sera élu député de ce parti en 1992, avant d'entrer au gouvernement de la majorité présidentielle comme ministre des transports. La suite sera la rupture totale avec le leader de l'UNDP, Bello Bouba Maigari, ce qui l'amènera à fonder son propre parti le FSNC. On lui reprochera d'avoir trahi son ami dont il était l'un des principaux lieutenants et d'être volage. Issa Tchiroma prend désormais fait et cause pour le président de la République Paul Biya dans ses différentes initiatives politiques. Nommé en 2009, ministre de la communication, l'homme politique connu pour ses diatribes et ses prises de positions sans circonlocutions sur les dysfonctionnements qui émaillent le gouvernement en place, il défend bec et ongles le régime de Paul Biya. Au fil donc des années, il est devenu au sein des partis de l'opposition un « *pion* » à cause de son alliage avec Paul Biya, le leader du RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais).

Comme nous venons de le voir à travers ces deux extraits, les guillemets jouent non seulement un rôle de monstration, mais surtout de reconstruction mémorielle à travers le souvenir de certains faits antérieurs. Les mots-événements ne se distinguent de cette caractéristique.

### 1.2. Les mots-événements

Dans les moments discursifs médiatiques surgissent le plus souvent des mots et des expressions qui prennent le nom de certains événements. Moirand considère que ses « *mots-événements* » ont des effets de mémoire qui dépassent en effet le sens des mots : ils véhiculent des représentations, voire des émotions, liées à des connaissances, à des faits et à des savoirs plutôt qu'à des dires (Moirand, 2007, p. 09). Ils construisent donc au fil du temps un domaine de mémoire spécifique, qui sert de lieu

d'inscription en quelque sorte de ces événements et qui contribue à imprimer un sens social. On peut le voir dans *L'Œil du Sahel* lorsque le journaliste évoque le ralliement d'Aminatou Ahidjo, fille de l'ex président de la République du Cameroun, Amadou Ahidjo, dans le Rdpc, parti au pouvoir de Paul Biya :

3. Redisons-le encore, la nécessaire détente politique qu'imposent cinquante ans de gestion dictatoriale, surtout dans l'imminence d'une alternance à la tête du système néocolonial qui dirige le Kamerun, est plus que nécessaire. Il convient, pour convaincre ceux qui en douteraient, de rappeler les ravages de la dernière et unique transition de genre, survenue le 6 novembre 1982. » – (*L'Œil du Sahel*, n°550 du 16 septembre 2013).

Dans l'extrait ci-dessus le mot-événement c'est le « *le 6 novembre 1982* ». Dans le contexte camerounais, il s'agit de l'une des périodes les plus importantes de l'histoire politique. Cette date marque non seulement la transition politique au Cameroun, mais surtout l'arrivée de Paul Biya à la tête de l'État camerounais. Le 4 novembre 1982, Amadou Ahidjo, président du Cameroun depuis 1958, annonce au cours d'une allocution radiodiffusée qu'il renonce à ses fonctions. Cette démission est une surprise totale. « *Sur le moment la transition fut jugée exemplaire et la presse ne tarit pas d'éloges pour la comparer au retrait de M. Senghor* » (Bayart, 1986, p. 05). C'est le 6 novembre 1982 que Paul Biya, alors premier ministre, est désigné pour achever le mandat de son prédécesseur. On voit donc ainsi s'inscrire au fil du discours du journaliste « *non seulement le mot-événement, mais ce qui découle des représentations qu'on lui a mentalement associées (des mots, des images, des sons) ainsi que la temporalité qui lui est attachée, voire des domaines de mémoire également associés* » (Moirand, 2007, p. 10).

Notons aussi qu'il existe des formulations de mots où les contenus de sens qui préexistent à l'énonciation sont explicitement présents. Pour Paveau, « *ce sens est explicitement prédiscursif, le phénomène même du figement en assurant l'intelligibilité. Travailler la question du prédiscours sur ce type de segment reviendrait à en faire l'histoire sémantique et culturelle* » (Paveau, 2011, p. 142). Ainsi ces formulations signalent, dans le sens de Paveau, « *qu'il est fait appel à des données prédiscursives collectives et antérieures, destinées à alléguer un partage du sens communicable par distribution et transmissible par héritage mémoriel* » (Paveau, 2011, p. 142). Dans notre corpus, bien que pas très nombreux, nous avons rencontré des formulations des noms de mémoire qui, « bien loin d'être des désignateurs rigides, sont au contraire riches de connotations culturelles, évocateurs de morceaux d'histoire, d'atmosphères et de sensations » (Paveau, 2011, p. 142). C'est le cas du mot « *Kamerun* » relevé dans l'extrait cité plus haut.

Ce que l'on constate ici, c'est le rôle que joue le choix de cette formulation dans l'émergence de domaine de mémoire. La formulation du mot « *Kamerun* » nous met sur la piste de l'histoire coloniale au Cameroun. En effet, il s'agit de la période impérialiste par ordre de leur arrivée au Cameroun, avec des Allemands qui transforment le nom « *Cameroon* » des Anglais en « *Kamerun* ». L'Allemand est la deuxième

## Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale

puissance impérialiste à s'être installé durablement au Cameroun après les Anglais. De juillet 1884 à février 1916, le Cameroun est un territoire sous protectorat allemand. Paradoxalement, affirme Abwa, « *c'est au moment où ils semblent avoir abandonné leur souveraineté aux étrangers que les populations du Cameroun représentés ici par les douala manifestent avec force leur nationalisme face à l'impérialisme allemand* » (Abwa, 2010, p. 53). Ce nationalisme Camerounais qui fut lancé par les populations locales pour résister à la pénétration et la conquête allemande au Cameroun, était dirigé par Rudolph Douala Manga Bell. Abwa de renchérir,

*« Rudolph Douala Manga Bell se présente comme le premier des Camerounais à avoir eu une vision nationaliste à la dimension du Cameroun tel qu'il se présente en 1914. Par les différents émissaires qu'il envoi chercher des renforts à l'intérieur du Cameroun, il montre qu'il a clairement compris que le Cameroun ne se limite pas seulement à la région de Douala et ses environs, mais qu'il va bien au-delà » (Abwa, 2010, p. 110).*

Considéré comme héros national, il sera tué par les Allemands pour avoir défendu l'intégrité des terres camerounaises. C'est donc ici que l'idée d'une nation camerounaise commence à se répandre dans l'esprit des Camerounais. L'appropriation de cette lutte nationaliste par les camerounais va se concrétiser par la suite avec la création du principal mouvement politique, l'UPC (Union des Populations du Cameroun), sous la domination franco-britannique, à travers lequel, ils vont s'organiser pour revendiquer la réunification et l'indépendance du Cameroun. Les militants et les leaders de ce parti seront morts sous le coup de la répression coloniale et post coloniale. L'évocation de cette mémoire nationaliste, qui pèse lourd sur la structure historique et politique du Cameroun, relève donc de la volonté du locuteur de se souvenir de ces acteurs qui ont combattu pour l'indépendance du Cameroun, ce qui est souvent oublié ou discrètement entretenu ou pas assumé par le régime en place. Nous observons aussi cet ancrage discursif de la mémoire à travers le procédé de nominalisation.

### 1.3. La nominalisation

Dans le discours d'information médiatique, la nominalisation est une activité de mise en forme du réel, de l'actualité, car elle classe et hiérarchise les faits mondains. Toutefois, certaines nominations éveillent des représentations chez les lecteurs, tant est qu'ils disposent parfois des informations interdiscursives suffisantes. Autrement dit, ils peuvent faire appel à des prédiscours, concept sous lequel Paveau regroupe des savoirs, des représentations doxiques, des croyances et des pratiques « *qui donnent des instructions pour la production et l'interprétation du sens en discours* » (Paveau, 2006, p. 118). Ainsi nous inscrivons le toponyme dans cette catégorie d'observables qui permettent de repérer les nominations porteuses de sens et de mémoire. Paveau déclare dans ce sens que « *grâce à son hétéroréférentialité, le toponyme se fait donc paronyme, et cet usage est extrêmement fréquent dans la presse en particulier, où de*

nombreux événements sont nommés par le lieu où ils se sont produits » (Paveau, 2011, p. 08). Observons ces quelques exemples dans *Ouest Échos* et *L'Œil du Sahel* :

4. MIFI (surtitre)  
Bello Bouba Maigari et son équipe sollicitent le soutien de Paul Biya (Titre)  
Le président national de l'Undp a effectué une visite de travail dans la Mifi. Occasion de motiver son équipe en attendant la réponse de la perche tendue au président de la république, sous forme d'une demande de la grâce présidentielle » – (*Ouest Échos*, n° 518 du 26 juin 2007).
5. BÉNOUÉ. Les membres du gouvernement originaires de la Bénoué croisent les doigts (Surtitre)  
Qui cédera la place à Aminatou Ahidjo au gouvernement ? (Titre) » – (*L'Œil du Sahel*, n° 550 du 16 septembre 2013).

En effet, les deux occurrences ci-dessus « *MIFI* » et « *BÉNOUÉ* », sont des référents géographiques et mémoriels. Dans le premier cas, pour ceux qui ne sont pas originaires de ces deux départements du Cameroun (régions de l'Ouest et du Nord), il s'agit d'un désignant topographique. Or pour ceux qui y sont originaires, ils peuvent être évocateurs de leurs appartenances groupales et des souvenirs d'événements particuliers. Ceci est lié à la question des savoirs partagés et de croyances prédiscursives. Paveau affirme à cet effet que ces noms qui sont porteurs de mémoire, « *constituent en effet des appels aux prédiscours, c'est-à-dire des amorces cognitivo-mémorielles qui peuvent ouvrir sur des savoirs explicites, en assurant quoi qu'il arrive leur fonction transmissive* ».

Pour revenir aux deux exemples, en observant le (4), le cotexte laisse transparaître que Bello Bouba Maigari, président national de l'UNDP, originaire de la région du Nord Cameroun est en difficulté dans cette partie du pays. La nominalisation peut être ici vue comme un rappel aux compétences historico-mémorielles pour montrer qu'il n'est pas dans son fief politique. Dans l'exemple (5), la nomination appelle à une cognition socio-culturelle. Le nom joue à la fois le rôle topographique, mais surtout de mémoire et de croyances partagées.

En bref, les guillemets, les mots-événements et la nominalisation sont des phénomènes langagiers qui ne sont pas anodins dans le discours d'information de *Ouest Échos* et *L'Œil du Sahel*. Ces procédés sont des sites de manifestation implicite et explicite de la mémoire. Elles mettent en jeu du sens, une intercompréhension et une connivence qui fonctionnent comme de rappels à la mémoire des événements antérieurs. Ces rappels mémoires sont aussi une volonté de construction des mémoires collectives.

## 2. Construction des mémoires collectives

La presse régionale participe aussi à la construction des mémoires collectives. En effet, pour Halbwachs, la mémoire collective est reconstruction du passé en vue

## Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale

d'organiser le présent, et non restitution à l'identique d'un passé conservé. Toutefois il précise que :

*« Si, comme nous le croyons, la mémoire collective est essentiellement une reconstruction du passé, si elle adapte l'image des faits anciens aux croyances et aux besoins spirituels du présent, la connaissance de ce qui était à l'origine est secondaire, sinon tout à fait inutile, puisque la réalité du passé n'est plus là, comme un modèle immuable auquel il faudrait se conformer » (Paveau, 2011, p. 142).*

De ce fait, il s'agira alors pour nous ici d'affronter la diversité de l'archive, de travailler sur les traces de la mémoire, et surtout sur cette « *mémoire de l'histoire* » (Albwachs, 1950), qui sillonne l'archive pour accéder aux mémoires collectives nationale et régionale.

### 2.1. La mémoire collective nationale

Pendant la période préélectorale des législatives et municipales de 2007 et 2013, la presse régionale camerounaise contribue à la formation et à l'entretien de la mémoire collective nationale. Le point de départ de ce concept de la mémoire collective « nationale » tire sa raison d'être dans les travaux d'Halbwachs (1950, p. 43). Pour lui, chacun de nous, est membre à la fois de plusieurs groupes, plus ou moins larges. Or, écrit-il, « *si nous fixons notre attention sur les groupes les plus larges, par exemple sur la nation, bien que notre vie et celle de nos parents ou de nos amis soient comprises dans la sienne, on ne peut dire que la nation comme telle s'intéresse aux destinées individuelles de chacun de ses membres* » (Albwachs, 1950, p. 43). L'auteur admet que l'histoire nationale est un résumé fidèle des événements les plus importants qui ont modifié la vie d'une nation. « *Elle se distingue des histoires locales, provinciales, urbaines, en ce qu'elle ne retient que les faits qui intéressent l'ensemble des citoyens, ou, si l'on veut, les citoyens en tant que membres de la nation* » (Albwachs, 1950, p. 43). D'après Halbwachs, il y a des événements nationaux qui modifient en même temps toutes les existences qui, « *néanmoins peuvent offrir à tous les hommes d'un pays quelques points de repère dans le temps* » (Albwachs, 1950, p. 43). Ces événements qui marquent la vie d'une nation comme des tournants historiques, structurent le cours du temps dans un « *avant* » et un « *après* ». Autrement dit, ces tournants sont des étapes de construction d'une histoire nationale. L'histoire pour Halbwachs, est le recueil des faits qui ont occupé la plus grande place dans la mémoire des hommes. Un des objets de celle-ci, précise-t-il, peut-être de jeter un pont entre le passé et le présent, et de rétablir cette continuité interrompue (Albwachs, 1950, p. 45).

Ricoeur par contre estime que l'histoire n'est pas le passé, ni le temps, ce sont plutôt des « *hommes dans le temps* », ce qui implique un rapport fondamental entre le présent et le passé. « *C'est à la faveur de cette dialectique – “comprendre le présent par le passé” et corrélativement “comprendre le passé par le présent” – que la catégorie du témoignage entre en scène à titre de trace du passé dans le présent* » (Ricoeur, 2000, p. 215), affirme-t-il. En histoire, précise Ricoeur, le témoignage s'inscrit dans la



relation entre le passé et le présent, dans le mouvement de la compréhension de l'un par l'autre. C'est donc ici que le discours médiatique opère pour établir les liens sociaux et construire une mémoire collective nationale.

C'est ce que nous allons voir dans cet article de *L'Œil du Sahel* qui exhume un vieux discours de l'ancien président de la république du Cameroun, Amadou Ahidjo, comme un témoignage à son argument sur le fait que le ralliement au RDPC de la fille du défunt président, Aminatou Ahidjo, est une trahison à la mémoire de son père, car celui-ci ne pensait pas que du bien de sa succession. Nous vous proposons de lire cet extrait des déclarations de l'ancien président lors d'une conférence de presse donnée le 05 mars 1984 à Paris, publiées par *L'Œil du Sahel* dans ses colonnes :

6. Si j'avais voulu que le parti soit au-dessus du gouvernement, j'aurais pu entériner cette décision sans la moindre difficulté, avant ma décision de démissionner. Si j'ai voulu une démission par surprise avec installation de mon successeur dans les 48 heures, je l'ai fait au bénéfice exclusif de M. Paul Biya afin qu'aucune manœuvre, aucune intrigue, aucune compétition, rien, ne puisse gêner sa venue au pouvoir. Peut-être ne se souvient-il plus de l'état où il était quand je lui ai fait part de ma décision ni des déclarations de filial attachement et d'éternelle reconnaissance (et je ne dis que cela) dont il m'a gratifié. Usant des prérogatives que me reconnaissait, en tant que président de l'UNC, les statuts et règlement intérieur du Parti, j'ai nommé M. Biya membre du comité central, dans le même temps, je lui ai donné tout pouvoir pour diriger le parti pendant mes absences ou empêchements. Tout cela, le jour même de ma démission et avant celle-ci. Je l'ai dit, je n'étais pas au courant. J'aurais pu, si je l'avais voulu, ne rien dire, rester encore quelques temps à la tête du pays, procéder à un remaniement ou à la constitution d'un nouveau gouvernement avec un nouveau Premier ministre et ne démissionner qu'après. M. Biya serait rentré dans l'anonymat d'où je l'ai sorti pour le conduire à la tête de l'État, sans conquérir, lui qui était inconnu de l'immense majorité ou de la quasi-totalité des Camerounais, y compris ceux de son village, lui qui n'avait jamais reçu aucun mandat du peuple, pas même celui de conseiller municipal. Le Cameroun aurait continué son chemin. M. Biya et ses amis qui se comportent et parlent comme s'ils avaient été de tout temps des opposants déclarés et déterminés du régime que je présidais et qu'ils avaient triomphé et m'avaient chassé du pouvoir ! Je reconnais humblement m'être trompé sur la personne que j'avais estimée, protégée, comblée et portée tout seul à la tête de l'État. Mais cela est une autre histoire que mon propos n'est pas d'approfondir aujourd'hui. Je tiens quand même à remercier les Camerounais de s'y être trompés également en l'élisant, à ce qu'on dit avec 99,98 % des voix. S'il est vrai qu'il en a été ainsi, ils me libèrent moralement de la culpabilité que je ressentais en me considérant comme le seul responsable. Il est vrai que beaucoup disent, avec raison, que si M. Biya n'avait pas été en position de me remplacer constitutionnellement et si je ne l'avais pas

## **Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale**

installé en vertu des dispositions constitutionnelles que j'avais moi-même fait adopter, il n'aurait jamais eu la moindre chance de devenir président de la République. » – (*L'Œil du Sahel*, n° 551 du 23 septembre 2013).

À la lecture de cet extrait, nous constatons que le journaliste fait parler l'ancien président de la république Amadou Ahidjo, à partir d'un point de vue qui lui est propre mais qui réalise l'intégration de l'ensemble des points de vue, à la compréhension qu'ont les autres acteurs-témoins eux-mêmes des événements. Le recours du journaliste à ces déclarations n'est pas fortuit, car le discours est écrit à la première personne du singulier « *je* ». Et Viaud dit dans ce sens que le témoignage comme passé incorporé est un discours tenu à la première personne par un acteur de ce passé (Viaud, 2003, p. 09). Il est donc demandé ici au témoin de faire preuve. C'est alors ce témoignage qui porte secours et assistance à son argument qu'il évoque. Ricoeur rejoint cette idée lorsqu'il déclare que « *l'élevation du témoignage au rang de preuve documentaire marquera ce temps fort du renversement dans le rapport d'assistance que l'écrit exerce à l'égard de cette "mémoire par béquille", cette hupomnêmè, mémoire artificielle par excellence, à laquelle le mythe ne consentait qu'une place seconde* » (Ricoeur, 2000, p. 213). Ainsi, ce témoignage qui fait référence à un personnage important de l'histoire nationale est une construction d'une mémoire collective nationale. Toutefois le recours à cette mémoire collective nationale peut être interprété comme un procès mémoriel. Car, « *là encore, le témoignage joue un rôle particulièrement important non seulement en tant qu'il contribue à établir la preuve, mais il est depuis quelques décennies devenu particulièrement central dans les procès qui servent la justice en même temps que la mémoire* » (Viaud, 2003, p. 17).

Il ressort donc de cette analyse que la presse régionale camerounaise joue un rôle important dans la construction de la mémoire collective nationale. Cependant comment construit-elle la mémoire collective régionale ?

### **2.2. La mémoire collective locale**

Nous venons de voir comme la mémoire collective nationale est construite par les médias. Mais il faut dire que cette mémoire nationale est une enveloppe des mémoires collectives régionales. Les mémoires collectives locales sont des constructions faites plus ou moins consciemment ou et avec le but plus ou moins exprimé de forger une identité locale. Le local ici, nous l'envisageons avec Di Méo, comme espace ou « *le domaine où se forge ce que Maffesoli appelle la "socialité" ; ces petits riens qui, de l'enfance à la mort, tissent la trame de l'existence ; tous ces rapports fugitifs avec les êtres, avec espace et les objets...* » (Di Meo, 1991, p. 273). De ce point de vue, la mémoire collective locale est une stratégie du passé par des groupes dans une société. Pour Halbwachs, c'est à l'intérieur de ces sociétés que se développent autant de mémoires collectives originales qui entretiennent pour quelque temps le souvenir d'événements qui n'ont d'importance que pour elles, mais qui intéressent d'autant plus leurs membres qu'ils sont peu nombreux. Il dit à cet,

*« Tandis qu'il est facile de se faire oublier dans une grande ville, les habitants d'un village ne cessent pas de s'observer, et la mémoire de leur groupe enregistre fidèlement tout ce qu'elle peut atteindre des faits et gestes de chacun d'eux, parce qu'ils réagissent sur toute cette petite société et contribuent à la modifier. Dans de tels milieux, tous les individus pensent et se souviennent en commun. Chacun, sans doute, a son point de perspective, mais en relation et correspondance si étroites avec ceux des autres que, si ses souvenirs se déforment, il lui suffit de se placer au point de vue des autres pour les rectifier » (Halbwachs, 1950, p. 44).*

Ainsi, la presse régionale dont une fonction majeure est de permettre l'intégration de l'individu dans le groupe social proche, fait partie de la construction de la mémoire collective locale. Cette posture est motivée en partie par une volonté d'établir des liens sociaux mais aussi de construire des sentiments d'appartenance. C'est ce que nous allons voir dans les exemples ci-dessous :

7. Une petite anecdote qui fait parfois rigoler, dans certaines familles du Noun, adhérer à un parti autre que l'Udc est signe de malédiction. C'est tout dire du paysage politique dans ce département. » – (*Ouest Échos*, n° 801 du 24 septembre 2013).
8. Dans le département du Mayo Rey où le lamido de Rey-Bouba, Aboubakary Abdoulaye, trône à la tête de la commission départementale de la compagne, le sort de la transparence est connu d'avance. Maître incontesté en son royaume, la crainte qu'il inspire depuis que l'UNDP a remporté la totalité des sièges lors des législatives de 1992, cette chefferie traditionnelle a pris des mesures draconiennes dont la moins contraignante n'est sans doute pas l'obligation faite aux électeurs de ne pas se débarrasser des bulletins de vote inutilisés. Ils pourraient être utiles aux uns et aux autres lors des contrôles inopinés des "dogaris". Gare alors au sujet qui ne pourra présenter la totalité des bulletins de vote des partis de l'opposition en lice. Ou alors qui, dans un enchevêtrement inédit, présentera celui du RDPC. Avec cette méthode stalinienne, mais ô combien efficace, on ne s'étonne plus des résultats enregistrés dans ce département par le parti au pouvoir. » – (*L'Œil du Sahel*, n° 241 du 13 juillet 2007).

Dans le premier extrait (7), au travers ces quelques mots, le locuteur évoque en filigrane la mémoire collective locale dans le département du Noun. La société Bamum est bâtie sur un conflit social larvé qui transparait dans la vie quotidienne des Bamum, et surtout pendant les périodes électorales. En effet, le département du Noun étant une monarchie séculaire incarnée par son « Roi », le garant de l'histoire et des valeurs de civilisation Bamoun, il a fondé son existence sur un dualisme social caractérisé par une classe dominante et une classe dominée. La classe dominante est la classe gouvernante issue de la royauté. Elle se caractérise par une extrême domination, le mépris et l'exploitation. Quant à la classe dominée, fondamentalement opposée à la classe précédente, elle est soumise et subordonnée. Mais depuis l'avènement de la démocratie au Cameroun, les couches sociales dominées, longtemps

## Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale

frustrées par la classe gouvernante, se sont émancipées. Cette émancipation a été favorisée par la création, par le Dr Adamou Ndam Njoya, de l'UDC (Union Démocratique du Cameroun). Rangées donc sous la bannière de ce parti politique, les couches sociales dominées ont retrouvé l'initiative par le refus de la subordination. C'est pourquoi donc certaines populations du Noun, lors des échéances électorales, sont prêtes à « *maudire* » toutes personnes qui voteraient pour un autre parti que l'UDC, car pour elles c'est un symbole de libération. Dans le deuxième exemple (8) par contre, le journaliste fait référence au pouvoir traditionnelle au Nord Cameroun ; l'autorité qu'a le Lamido sur ses sujets. Il s'agit aussi pour lui de mettre à nu cette valeur fondamentale des peuples du Nord Cameroun, qu'est la fidélité à l'égard du Lamido. Ceci confère aux peuples du Nord une spécificité, qui est leur attachement au Lamido dont la personne matérialise la vie et la prospérité du Lamida.

### Conclusion

Au terme de cette analyse, nous comprenons qu'à travers le discours d'information, *Ouest Échos* et *L'Œil du Sahel*, sont des lieux de circulation des mémoires discursives et des mémoires collectives. Ces mémoires s'inscrivent explicitement ou implicitement, dans ces deux journaux à travers les guillemets, les mots-événements et la nominalisation. L'étude de ces indices textuels a relevé que, cette opération est une mise en jeu du sens, une intercompréhension et une connivence qui fonctionnent comme de rappels à la mémoire des événements antérieurs. Elle participe ainsi d'une volonté de construction des mémoires collectives régionale et locale.

### Références bibliographiques

1. ABWA, Daniel (2010), *Cameroun : Histoire d'un nationalisme (1884-1961)*, Yaoundé, Éditions CLE.
2. BAYART, J-F (1986), *La société politique camerounaise (1982-1986)*, *Politique africaine*, n° 22, pp. 5-35.  
<https://www.africabib.org/http.php?RID=191887080>
3. DI MEO, Guy (1991), « La genèse du territoire local : complexité dialectique et espace-temps », *Annales de Géographie*, n°559, pp. 273-294.  
<https://doi.org/10.3406/geo.1991.21041>.
4. DJIMELI TAFOP, Alexandre (2019), « Le concept de média régional : entre limites territoriales, point de vue régional et idéologie de lieu », *Revue Africaine et Malgache de Recherche Scientifique (RAMReS)*. Publication de la Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et de l'Océan Indien – CRUFAOCI) : *Littérature, Langues et Linguistique* n°8, 1er semestre – Juin 2019, pp. 47-62.
5. HALBWACHS, Maurice, (1950), *La mémoire collective*, Les classiques des sciences sociales,  
[http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html).
6. MATHIEN, Michel (1947), *La presse régionale quotidienne régionale*, PUF, Que sais-je ?, Paris.
7. MOIRAND, Sophie (2007a), *Les discours de la presse quotidienne : Observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses Universitaires de France.

— (2007b), « Discours, mémoires et contextes : à propos du fonctionnement de l'allusion dans la presse », *Corela* [En ligne], HS-6 | 2007, mis en ligne le 01 novembre 2007, consulté le 10 décembre 2020. URL :

<http://journals.openedition.org/corela/1567> ; DOI :

<https://doi.org/10.4000/corela.1567>.

8. PANDJI KAWÉ, Guy Rostand (2011), « Usages militants du pidgin-english au Cameroun : forces et faiblesses d'un prescriptivisme identitaire », *Arborescences*, (1) Identités linguistiques, langues identitaires : à la croisée du prescriptivisme et du patriotisme, 0-0. <https://doi.org/10.7202/1001946ar>.
9. PAVEAU, Marie-Anne (2006), *Les prédiscours : sens, mémoire, cognition, Sciences du langage*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
10. — (2011), « Quelles données entre l'esprit et le discours ? Du préconstruit au prédiscours », *Notions et problèmes*, Les éditions Sahar, pp.19-37, ffal-00596737f
11. REVAZ, Françoise (2006), « L'allusion dans les titres de presse », *Travaux neuchâtois de linguistique*, 44, pp. 121-131.
12. RICCEUR, Paul (2000), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil.
13. RIEGEL, Martin *et al.* (1994), *Grammaire méthodique du français*, Presses Universitaires de France, Paris.
14. VIAUD, Jean (2003), « Mémoire collective, représentations sociales et pratiques sociales », *Connexions* n° 80, <http://www.cairn.info/revue-connexions-2003-2-page-13-htm>, pp. 13-30.

### Pour citer cet article

Mohamed Nacer NJOYA KOUOTOU, « Construction des mémoires discursives et collectives dans la presse régionale camerounaise en période préélectorale : cas des législatives et municipales dans *Ouest Échos* et *L'Œil du Sahel* », *Paradigmes*, vol. V, n° 03, septembre 2022, p. 295-307.